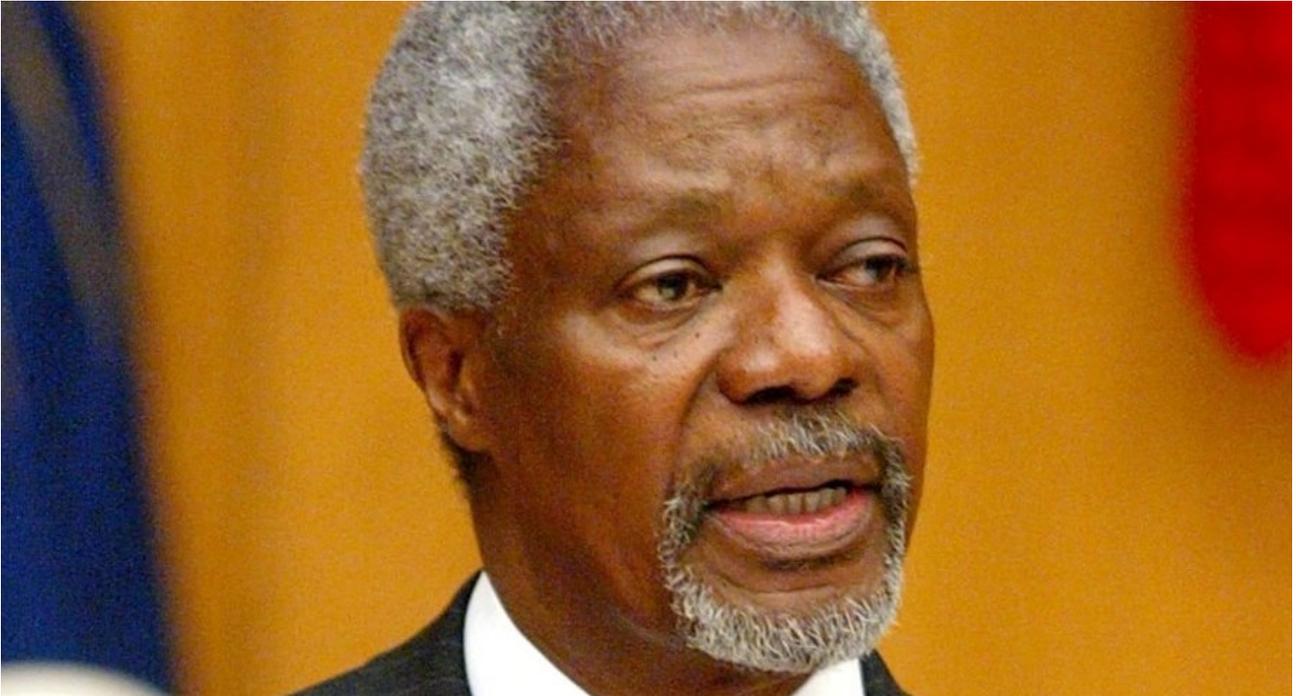


LE TEMPS

DISPARITION

Kofi Annan, la noblesse et l'impuissance

Le bilan de Kofi Annan, qui vient de mourir à Berne, est ambigu et compliqué, parce que la fonction de secrétaire général de l'ONU est un piège. Des succès quand même: l'adhésion de la Suisse à l'ONU, peut-être...



Pour saluer Kofi Annan, le Ghana, son pays natal, sera en deuil toute une semaine. La Suisse, pays d'adoption, fait révérence de toutes ses voix, dans l'émotion. C'est le temps, humble et sans ombres, du recueillement. — © Fabrice Coffrini / Keystone

Alain Campiotti
Publié dimanche 19 août 2018 à 19:36
Modifié dimanche 19 août 2018 à 19:37

Quand meurt le plus grand des Ghanéens, l'hommage ne peut qu'être unanime, d'Accra à Berne, où il s'est éteint à 80 ans, et à Genève, sa ville de choix. Pour saluer Kofi Annan, le pays natal sera en deuil toute une semaine. La Suisse, pays d'adoption, fait révérence de toutes ses voix, dans l'émotion. C'est le temps, humble et sans ombres, du recueillement.

Mais chacun sait, ou devrait comprendre, que l'ancien secrétaire général de l'ONU, cet aristocrate de la diplomatie, élégant, doux et racé, est une grande figure tragique de notre temps. Antonio Guterres, l'homme qui occupe aujourd'hui le fauteuil du Ghanéen à New York, le dit subtilement: «De bien des manières, Kofi Annan était les Nations unies» – les Nations unies dans leur grandeur et dans leur impuissance, qui finit souvent dans l'horreur et dans le sang.

Lire aussi: [Joseph Deiss: «Kofi Annan a été le plus suisse de tous les secrétaires généraux»](#)

Un pape laïc

Le secrétaire général est parfois décrit comme une sorte de pape laïc. Il a pour lui – un peu – le verbe, il dirige une bureaucratie, mais le vrai pouvoir lui échappe. «Combien de divisions?» demandait Staline quand on lui parlait du pontife du Vatican. La question est plus cuisante pour l'homme de l'ONU: on attend qu'il agisse sans voir qu'il a, souvent, les mains liées dans le dos. C'est ce que vit Antonio Guterres, en fonction depuis moins de deux ans. Il a hérité de la pire infamie de ce temps, la guerre en Syrie, et toutes les tentatives de l'ONU pour faire cesser les combats ont été, mois après mois, ridiculisées par les acteurs armés sur le terrain et leurs parrains qui détiennent, à New York, un droit de veto au Conseil de sécurité – «la seule source de légitimité», comme le disait Kofi Annan lui-même.

Lire également: [Nombreux hommages à Kofi Annan, disparu samedi](#)

Et Annan, ce fut son dernier crève-cœur, redevenu simple acteur de bonne volonté à la tête de sa fondation à Genève, s'est trouvé pris comme Guterres dans la nasse syrienne: en 2012, quand les armes commençaient à parler, les Nations unies et la Ligue arabe l'ont mobilisé pour tenter d'éteindre les flammes; il a dû renoncer au bout de cinq mois. Plus récemment, on a fait de nouveau appel à lui dans l'espoir de sauver ou de protéger les musulmans rohingyas persécutés en Birmanie, et ce fut une nouvelle humiliation.

Deux terribles épreuves

Les pères fondateurs avaient imaginé que l'ONU pourrait être dotée d'une force armée propre. Les puissances dominantes, bien sûr, n'en voulaient pas. Elles ont quand même toléré des mobilisations ad hoc et volontaires pour calmer des conflits qui dégénéraient. Ce fut la première mission importante de Kofi Annan, quand il a été nommé secrétaire général adjoint, chargé des opérations de maintien de la paix – et ce furent ces terribles épreuves: le Rwanda en Afrique et Srebrenica dans l'ex-Yougoslavie, deux massacres.

Il y avait un modeste contingent de Casques bleus dans le petit pays des grands lacs quand le génocide a commencé en 1994. Le Conseil de sécurité a préféré le retirer plutôt que de le renforcer. Annan a admis plus tard que l'action de l'ONU avait été très insuffisante. Mais sa responsabilité était-elle engagée? Le général canadien de la petite force lui a reproché une trop grande prudence.

En Bosnie, l'année suivante, l'inadéquation des Nations unies fut encore plus patente. Après avoir déclaré «zone de sécurité» la ville de Srebrenica, isolée en territoire contrôlé par les milices serbes, l'ONU n'a rien entrepris pour sauver les assiégés quand l'assaut fut déclenché, et elle a retiré son contingent néerlandais de protection quand les tueries ont commencé. Annan a plus tard admis de «graves erreurs de jugement» face à une «entreprise planifiée de massacre». Il prenait sa part d'une responsabilité qui, en fait, appartenait essentiellement aux Etats.

Un exploit

L'autre grande et longue épreuve, pour Kofi Annan, vint avec l'Irak. Quand il avait été élu secrétaire général en 1996, les Etats-Unis, qui ne voulaient plus de l'Egyptien Boutros-Ghali, croyaient que le Ghanéen, élève du Massachusetts Institute of Technology, serait leur homme. La tension entre Washington et le régime de Saddam Hussein était alors à son comble. Annan, prenant son rôle de médiateur au sérieux, était allé convaincre le dictateur, à Bagdad, d'accepter de nouvelles inspections de son armement par l'ONU, et il avait rendu compte de sa mission dans une longue interview publiée en mars 1998 dans le premier numéro du *Temps*. Cet exploit a peut-être encouragé les jurés du Nobel à décerner au Ghanéen leur Prix de la paix un peu plus tard.

Les néoconservateurs américains, qui piaffaient à l'idée de régler une fois pour toutes son compte au Raïs, étaient furieux. Ils ont pris leur revanche cinq ans plus tard, après un long bras de fer au Conseil de sécurité au cours de l'hiver 2002. Leur président, George Bush, voulait obtenir un blanc-seing pour l'opération militaire que Kofi Annan avait réussi à écarter en 1998. Autour de la table ronde du Conseil, où les Français et les Russes faisaient de la résistance, l'affrontement était angoissant. Annan regardait silencieusement le malheureux Colin Powell dupé brandir sa petite fiole blanche pour convaincre les autres de la persistance de l'armement chimique irakien. Quand il a, plus tard, finalement pris la parole, le secrétaire général déclara illégale la guerre voulue par les Américains et leurs alliés, et il fut désormais, à Washington, un pestiféré.

Le «devoir de protéger»

Tirant des leçons de ces épreuves et de ces échecs, Kofi Annan a entrepris, avec des alliés, d'introduire dans les codes de l'ONU ce qu'on nomme désormais le «devoir de protéger»: il ne fallait pas que Kigali ou Srebrenica se reproduise ailleurs. Mais il y eut, après son départ du Secrétariat général, la Libye, et ce n'est sans doute pas, pour protéger les civils, ce qu'il avait en tête. Il a aussi lancé des pistes pour réformer le fonctionnement de l'organisation, et d'abord celui du Conseil de sécurité, ce qui est, face aux détenteurs du droit de veto, une ambition téméraire.

Parmi ses alliés dans ces entreprises, il y avait la Suisse, et c'est peut-être de ce côté-là, dans le bilan compliqué du Ghanéen, qu'il faut chercher un succès méconnu. Avant le vote d'adhésion de 2002, Kofi Annan était un partisan convaincu mais discret de l'entrée de la Suisse dans l'ONU. Peu avant le scrutin, très incertain, *Le Temps* avait décidé de lancer une opération spéciale. Le journal avait établi une petite collection des arguments des adversaires de l'adhésion, et il avait proposé au secrétaire général d'y répondre de la façon la plus concrète possible, dans une grande interview. Les Suisses, de justesse, avaient accepté l'entrée de leur pays dans la grande maison de Manhattan. Des diplomates de la mission helvétique auprès des Nations unies semblaient convaincus que l'entretien avait contribué au basculement. Tout s'était joué, à 2500 voix près, en Valais, où la parole de Kofi Annan avait été largement diffusée et reprise.